

"La couverture médiatique de la guerre du Kosovo ou le journalisme impossible", in Les Cahiers du Journalisme, Juin 2000, no 7, pp.196-210.

L'intervention de l'Alliance Atlantique au Kosovo et en Serbie à partir du 24 mars 1999, par des bombardements qui gagneront progressivement en intensité jusqu'au 10 juin suivant, ne constitue que la face la plus spectaculaire d'un problème kosovar qui se pose avec acuité depuis la fin des années 1980 au moins. Avant l'aggravation de la crise, c'est-à-dire avant l'entrée en scène en février 1996 de l'Armée de Libération du Kosovo (UCK) – qui marque l'échec ou du moins les limites de la stratégie d'opposition passive menée jusqu'alors par les Albanais du Kosovo sous la houlette d'Ibrahim Rugova – et l'accélération dès lors prévisible de la répression des troupes Serbes contre les civils au cours de l'année 1998 (assassinats, viols, pillages, expulsions, etc.)¹, le Kosovo, malgré la sonnette d'alarme tirée par quelques uns², ne fait pas partie de l'Agenda des médias pas plus d'ailleurs que de celui de la communauté internationale. Faut-il rappeler que le problème du Kosovo a été « occulté »³ lors des négociations de Dayton (et dans les accords du même nom) qui « solderont » les guerres yougoslaves ? Le propos n'est pas ici de traiter du rôle préventif qu'auraient pu ou qu'auraient dû jouer les médias dans la résolution de la crise kosovar, mais de voir dans quelle mesure, en tenant compte des conditions objectives d'exercice du métier de journaliste dans le cadre d'un conflit armé, la couverture médiatique de la guerre aérienne peut être jugée comme acceptable ou critiquable. La question reste, il est vrai, hautement polémique : il n'y a qu'à, pour s'en

¹ Voir à ce propos le travail de contrôle, d'enquête et de réunion des informations sur les allégations de violations de droits de l'homme chez tous les belligérants, effectué par les membres de la Mission de vérification au Kosovo de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE-KVM) entre décembre 1998 et le 20 mars 1999.

² On peut citer, en France, le travail de sensibilisation réalisé par les membres du Comité Kosovo, qui tenteront d'attirer l'attention des médias et des politiques sur les nombreuses brimades subies par les Albanais du Kosovo, aggravées par la suppression en 1989 du statut d'autonomie de la province accordée en 1974 (interdiction de l'utilisation de la langue albanaise dans les médias, à l'université, dans les administrations, renvoi des journalistes de langue albanaise des médias yougoslaves, etc.).

³ Il est vrai, comme le rappellent fort opportunément Alain Frachon et Daniel Vernet, qu'il s'agissait d'un « deal » : les Américains acceptaient alors l'exigence du maître de Belgrade de laisser la question du Kosovo de côté pour sauver les Accords de Dayton sur la Bosnie... Voir « Quelques faits sur le Kosovo », in Le Monde, 15 avril 2000, pages 1 et 20.

convaincre, parcourir les contributions d'intellectuels, de politiques, mais aussi de journalistes, de militaires, etc. dans les pages « débats » de la presse française ou internationale⁴... Les hommes de presse ont en effet tour à tour été qualifiés, selon que leurs écrits abondaient dans un sens ou dans un autre, de manipulés ou de manipulateurs – ces accusations relevant davantage à notre avis de la non maîtrise par ceux-ci des informations sur le conflit plutôt que d'un manque de rigueur dans l'exercice du métier d'informer ou bien encore d'une hypothétique intention de légitimation ou de dénonciation des frappes aériennes de l'Alliance Atlantique.

On a semblé oublier un peu vite qu'à la base, collecte et traitement de l'information ne font pas bon ménage avec les situations de crise et/ou de guerre, que l'exercice du métier d'informer, déjà difficile en temps de paix, relève d'une gageure dans un conflit. Bien sûr, le défi est plus ou moins difficile à relever selon que l'on est journaliste indépendant à Belgrade et à Pristina ou à Paris, Bruxelles et Washington. D'un côté comme de l'autre, pour paraphraser l'historien des médias Philip Knightley, « la première victime de la guerre, c'est la vérité », ou, du moins, le droit d'accès à l'information, aux faits, qui permettent à chaque citoyen de se faire sa propre opinion, sa vérité. Aussi, il n'est pas inutile de rappeler que ce droit d'accès à l'information est de plus en plus dénié par les différentes parties à un conflit. Depuis la Guerre du Vietnam, en effet, une réaction commune tend à s'imposer aux belligérants, ceux-ci entendant dorénavant canaliser tout ce qui se dit, s'écrit et se filme dur un conflit – dans l'espoir de canaliser l'opinion du public sur ce conflit. Les politiciens américains, qui ont retenu la leçon du Vietnam – leur échec y étant imputable au retournement d'une opinion publique nationale informée, tiendront les journalistes éloignés du champ de bataille lors de la Guerre du Golfe de 1991, en prenant un soin extrême à filtrer et à distiller

⁴ On signalera à cet égard la tenue d'un intéressant colloque « L'information dans les conflits armés. Du Golfe au Kosovo » faisant justement le point sur la couverture médiatique internationale de la crise. Organisé par le professeur Michel Mathien et le Centre d'étude et de recherche interdisciplinaires sur les médias en Europe (CERIME), Parlement Européen de Strasbourg, jeudi 23 et vendredi 24 mars 2000.

les « informations »⁵... Les deux guerres de Tchétchénie, celle de 1994-1996 et celle qui se mène encore actuellement nous amènent à faire le même constat : l'échec de Moscou lors du premier conflit traduit la défaite du Kremlin dans le contrôle de la légitimation de cette guerre aux yeux de l'opinion publique russe. La présence de journalistes sur le terrain, rendant compte de la dureté des combats et des pertes importantes en hommes du côté russe – notamment de jeunes conscrits enrôlés de force – n'a pas peu contribué à rendre cette guerre impopulaire aux yeux de l'opinion publique. A contrario, et prenant en compte les erreurs commises par le passé, Moscou s'efforce depuis fin 1999 d'interdire le théâtre des opérations militaires en Tchétchénie aux journalistes indépendants, russes ou étrangers, en mettant en place toute une série d'entraves, légales ou illégales, rendant dans les faits impossible l'existence d'un droit d'accès à l'information⁶.

L'information en tant que telle est désormais considérée comme objectif militaire, au sens d'enjeu – le monopole recherché sur la possession, la rétention et/ou le filtrage de l'information conduisant naturellement à voir dans tout journaliste indépendant une menace potentielle à prendre en compte, voire à neutraliser⁷. Le fait que l'information soit systématiquement prise en otage par les parties à un conflit, au Kosovo par l'Alliance Atlantique et le régime Milosevic, a donc rendu très difficile sinon impossible, de part et d'autre, la collecte et le traitement libres des faits. En lieu et place du droit d'accès à une information indépendante, on a assisté à la mise en place de deux stratégies distinctes de communication - reposant sur deux logiques opposées, laissant l'une et l'autre une marge de manœuvre plus ou moins importante aux professionnels de l'information.

⁵ Sur ce point, voir Les mensonges du Golfe, Reporters sans frontières, Arléa-RSF, Montpellier, 1992, 171 p.

⁶ Voir à ce propos Natalie Nougayrède, « La guerre de Moscou contre l'information et les journalistes indépendants », in Le Monde, 5 février 2000.

⁷ On peut ainsi comprendre le sort déplorable réservé par Moscou au journaliste Sergueï Babitski, seul correspondant rendant compte des combats côté tchetchène et offrant une version sensiblement différente, et donc dérangeante pour le Kremlin, de celle distillée par des médias russes très majoritairement contrôlés par le cercle Elstine et, par voie de ricochet, Poutine...

- Pour les Etats membres de l'Alliance Atlantique, où le citoyen jouit librement de ses droits civils et politiques et où la liberté de la presse a valeur constitutionnelle, la stratégie de communication a dû tenir compte d'un impératif de légitimité démocratique. La nécessité d'expliquer et de justifier aux yeux de l'opinion publique la décision de mener une guerre aérienne musclée d'une part, l'obligation d'informer sur les opérations menées et sur leurs résultats d'autre part, ont imposé à l'Alliance Atlantique de coopérer avec les journalistes indépendants, dans une relation ambiguë de dépendance mutuelle où le journaliste obtient uniquement l'information que souhaite voir diffusée celui qui la lui fournit...

- Dans le cas du régime de Slobodan Milosevic, tout l'effort a consisté à renforcer la cohésion nationale autour d'un pouvoir autoritaire, discrédité tant par son échec dans les guerres passées – Croatie et Bosnie-Herzégovine, par sa gestion économique et sociale du pays que par l'enrichissement personnel de ses dirigeants quand le gros de la population serbe s'appauvissait en retour... Belgrade a reconduit ici une stratégie de communication, déjà éprouvée par le passé⁸, consistant à travailler contre les journalistes indépendants. C'est vrai pour les journalistes étrangers comme pour les journalistes serbes, auxquels a été dénié tout libre accès à l'information sur ce qui se passait réellement au Kosovo. Parallèlement, les médias contrôlés par le pouvoir, très majoritaires dans le paysage médiatique national, étaient tous occupés à dénoncer l'ennemi de l'intérieur (opposition politique et médiatique à Milosevic) et de l'extérieur (Alliance Atlantique et organes de presse occidentaux)...

Serbie : la propagande imposée ou le déni d'information

L'accès à l'information sur le terrain au Kosovo et en Serbie a très vite été rendu impossible ou presque aux journalistes dès le déclenchement des frappes aériennes de

⁸ Voir Renaud de La Brosse, « Les voix de la guerre », in Dernière guerre balkanique ? Ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives, sous la direction du Général d'armée (cr) Jean Cot, Fondation pour les Etudes de Défense, L'Harmattan-FED, mai 1996, pp.165-181.

l'Alliance, d'innombrables limites objectives à l'exercice du métier d'informer ayant été érigées par la partie serbe. Au lendemain des premières frappes, la police serbe procédait à Belgrade à l'arrestation d'une trentaine de journalistes occidentaux, qui seront interrogés avant d'être expulsés, pour la plupart d'entre eux, de la Yougoslavie⁹ : tel sera notamment le cas de la correspondante de *Libération*, du correspondant du *Soir*, du producteur d'*ABC News* ou encore du journaliste du *Washington Post*... Parallèlement, les autorités serbes tentaient d'entraver la libre circulation des images, procédant à la fermeture de l'émetteur par satellite de l'*Union Européenne de Radiodiffusion* (UER) ou intimant l'ordre à la *Télévision Serbe* de refuser à la chaîne américaine CNN l'utilisation de ses moyens techniques pour la diffusion de ses reportages¹⁰. C'est en fait au Kosovo et dans sa capitale, Pristina, que les mesures répressives à l'endroit des correspondants étrangers furent appliquées avec le plus de rigueur, conformément au communiqué du ministère de l'Information de Serbie en date du 25 mars qui stipulait : « sur la base de l'article 8 de la loi sur la défense de la République de Serbie, le ministère de l'Information décrète l'ordre suivant : expulser les journalistes des médias étrangers venant de pays qui ont participé ou dont le territoire a été utilisé dans l'agression des forces de l'OTAN dans notre pays »¹¹. Paul Watson, du *Los Angeles Times*, sera le seul journaliste indépendant à passer à travers les mailles du filet et à pouvoir parcourir le Kosovo¹² sur la quasi-totalité des quelques 78 jours qu'auront duré les frappes aériennes, les autres correspondants étrangers ayant dû se replier en Macédoine, en Albanie ou encore au Monténégro d'où ils ne pourront plus rendre compte que du problème des réfugiés... Dans la pratique, les conditions nécessaires à un minimum de transparence de l'information sont inexistantes : la liberté d'aller et venir étant supprimée, c'est avec elle la possibilité de vérifier

⁹ *Libération*, 22 mars 1999, p.5. Voir aussi *La Lettre de Reporters sans frontières*, mai 1999, n°138, p.4.

¹⁰ *Le Monde*, 26 mars 1999.

¹¹ Cité par Denis Hautin-Guiraut, *Le Monde*, 27 mars 1999, p..

¹² Cf Paul Watson, « Témoin de guerre », in *Les Cahiers de Médiologie*, *Croyances en guerre : l'effet Kosovo*, n°8, deuxième semestre 1999, pp.111-119.

tel ou tel fait qui disparaît, comme d'ailleurs celle d'interviewer des témoins sur place pour opérer des recoupements, mener une enquête. C'est par définition ce qui fait l'essence même de l'activité journalistique – la collecte de l'information, la vérification et le recoupement des faits, puis leur traitement – qui fut alors refusé aux journalistes étrangers. La non maîtrise par ces derniers de la collecte de l'information et de son traitement explique que l'on se soit alors retrouvé avec une information de « seconde main », avec les risques d'erreur et d'imprécision que cela peut comporter, a fortiori quand il s'agit de rendre compte de l'épuration ethnique en cours... Les journalistes, ici, n'auront donc été que des témoins auriculaires mais non oculaires de ce qui se passait alors au Kosovo, transformé en huis clos médiatique¹³.

Du côté de la presse indépendante yougoslave – ou du moins ce qu'il en reste après dix ans d'une répression sévère et d'une mise au pas orchestrées par Slobodan Milosevic en personne – l'étau s'est resserré début 1998 avec une multiplication des attaques contre les médias et le pluralisme de l'information. Dans les mois précédant le déclenchement des frappes le 24 mars, ce sont quatre radios et une chaîne de télévision qui étaient interdites, alors que *Nasa Borba*, quotidien de référence en Serbie, cessait dans le même temps sa parution¹⁴. Refusant de se plier à la « grille de lecture » des événements au Kosovo que le ministre de l'Information tente d'imposer le 10 mars 1998 aux journalistes de la presse libre - convoqués pour l'occasion au poste de police - *Nasa Borba*, pas plus que, plus tard, *Danas* ou *Dnevni Telegraph*, ne survivra à l'adoption, en octobre suivant, d'une nouvelle loi sur l'information prévoyant de très fortes amendes contre les voix discordantes¹⁵. Les premières

¹³ Jean-Paul Marthoz illustre bien ce propos lorsqu'il écrit : « on a ainsi vécu une <<guerre en différé>>, les informations sur la situation au Kosovo n'arrivaient qu'au compte-gouttes, par l'entremise des réfugiés interviewés par les représentants des organisations humanitaires postés en Albanie et en Macédoine. Bien que précieuses, ces informations n'ont offert qu'une vision partielle et décalée des exactions commises par les forces serbes et des conséquences des bombardements ». Voir « Une presse qui a refusé le garde-à-vous », in La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires, sous la direction de Bernard Adam, GRIP, Editions Complexe, Bruxelles, 1999, p.141.

¹⁴ Cf Hélène Despic-Popovic, « Belgrade a décrété l'état de guerre : Milosevic muselle les médias indépendants », in Libération, 25 mars 1999, p.3.

¹⁵ C'est pour avoir publié à sa « une » la lettre gouvernementale énonçant les consignes de « lecture » des événements – c'est-à-dire pour avoir refusé d'un côté de traiter l'UCK de « bande de

frappes de l'Alliance Atlantique allaient être l'occasion pour le régime de procéder à la fermeture de la *Radio B92* de Belgrade, dernier média indépendant de Serbie. Quelques jours plus tard, le 11 avril, c'est le propriétaire du *Dnevni Telegraf*, Slavko Curuvija, un proche du régime ayant fait « défection » quelques mois plus tôt, qui est assassiné dans les rues de Belgrade, peu après avoir été qualifié de « traître » à qui il fallait « régler son compte » par un quotidien de la place qui sera repris par la *RadioTélévision Serbe*¹⁶... Au Kosovo même, la presse indépendante locale disparaît également¹⁷, à l'image de *Koha Ditore*, le principal quotidien albanophone, qui cesse de paraître dès le 23 mars. La fermeture ou la mise au pas des quelques rares médias indépendants, dont aucun, il faut le rappeler, n'avait de couverture nationale, rendra impossible toute version différente de celle des médias de propagande chargés de répandre la vérité officielle. Cette situation de presse unique explique que le citoyen serbe voit alors dans les massacres et pillages commis contre la population kosovare la destruction de bases de l'UCK au cours « d'opération de pacification » et dans l'exode de cette même population, des malheureux fuyant non pas les exactions des policiers et miliciens serbes mais « les bombardements de l'OTAN »¹⁸...

L'opinion publique serbe, à laquelle on a tu les exactions commises au Kosovo ou les témoignages des réfugiés, s'est vue servir une propagande efficace – dont le socle est la *RadioTélévision Serbe*¹⁹ – jouant sur la fibre nationaliste et réduisant les frappes aériennes à un complot international contre la Serbie. « La propagande est intense », écrit Natalie Nougayrède, l'envoyée spéciale du *Monde* encore présente à Belgrade au lendemain des premières frappes, « les bulletins sont assez fréquents, entrecoupés d'interludes musicaux, de

terroristes » ou de qualifier ses activités de « criminelles » ou de l'autre de parler des « opérations de maintien de l'ordre » ou « de la paix » des policiers serbes – que *Nasa Borba* sera suspendu... Voir Florence Amalou, « Comment Belgrade a progressivement muselé la presse libre », in Le Monde, 2-3 mai 1999, p.21.

¹⁶ Cf Hélène Despici-Popovic, « Slavko Curuvija, l'homme qui en disait trop », in Libération, 15 avril 1999, p.10.

¹⁷ Cf « Kosovo : mort de l'information indépendante », in La Lettre de Reporters sans frontières, avril 1999, n°137, p.1.

¹⁸ Le Monde, éditorial, 13 avril 1999, p.19.

¹⁹ Voir l'historique qu'en dresse Marc Semo, « La RTS, télé haine », in Libération, 26 avril 1999.

clips à la gloire des forces armées, ou de films sur la résistance des combattants serbes antinazis durant la Seconde Guerre Mondiale »²⁰. L'amalgame opéré entre Bill Clinton et Adolf Hitler, la diffusion du film culte de Charly Chaplin *Le Dictateur*, laissent par exemple penser au public serbe qu'il est, une fois de plus, la victime d'une agression nazie et donc menacé dans son être même. Cette propagande guerrière, qui repose sur la haine d'un ennemi aux multiples visages, rappelle celle qui a accompagnée l'éclatement de l'ex-Yougoslavie au début des années 1990²¹. Pour le chercheur Jacques Sémelin, cette propagande s'inscrirait d'ailleurs directement dans l'histoire de la Serbie et ce, écrit-il, « au moins depuis la Seconde Guerre Mondiale »²². La priorité du régime Milosevic est alors en effet de « convaincre l'opinion publique que l'OTAN fait la guerre au peuple serbe et non au régime et à sa machine de guerre »²³. Ce constat explique que les médias serbes continueront à ignorer le drame des kosovars, que le régime, qui refuse pourtant aux journalistes des pays de l'Alliance de rendre compte de la guerre, organise tout exprès à leur attention un convoi pour leur montrer l'épave d'un avion furtif américain F-117, victime d'une avarie technique ou abattu par la défense anti-aérienne... Le moindre « dégât collatéral » dont se rend responsable l'aviation de l'Alliance est exploitée médiatiquement, à destination de l'extérieur comme de l'intérieur, pour tenter d'accréditer l'idée qu'il s'agit bien d'une guerre menée contre la population civile. D'une manière générale, la propagande du régime gomme les faits et forge sa propre « réalité », comme le démontre, entre autres, l'entretien, diffusé par la RTS, mettant en scène Slobodan Milosevic et le leader kosovar Ibrahim Rugova – extrait pour l'occasion de sa résidence surveillée de Pristina ; entretien étrange et surréaliste dont l'objectif était de faire

²⁰ « La population est privée d'informations indépendantes », *Le Monde*, 28-29 mars 1999.

²¹ Sur ce point, voir la chapitre consacré à l'ex-Yougoslavie dans *Les médias de la haine*, sous la direction de Renaud de La Brosse, Préface de Louis Joinet, Rapporteur spécial des Nations Unies contre l'impunité, La Découverte-Reporters sans frontières, Paris, mars 1995.

²² « Les médias dans la guerre au Kosovo », in *Le Monde*, 25 juin 1999, p.17.

²³ Florence Hartmann, « Une semaine devant la télévision serbe », in *Le Monde Télévision*, 4-5 avril 1999, p.5.

croire à la volonté serbe de relancer les négociations à un moment où, sur le terrain, les opérations de nettoyage ethnique s'intensifiaient.

Ainsi, des premières frappes aériennes à l'annonce du plan de paix, les médias serbes auront véhiculé une propagande supplantant la simple vérité des faits²⁴, alors que la mise au pas des voix indépendantes rendait impossible tout traitement honnête et équilibré de l'information sur le conflit au Kosovo et sur l'intervention de l'Alliance Atlantique.

L'Alliance prise au piège du huis clos médiatique kosovar

Les relations entre journalistes et représentants de l'Alliance Atlantique auront quant à elles été marquées par le sceau de l'ambiguïté. Mais pouvait-il en être autrement ? Forts non pas de leur bon droit²⁵, mais de leur conviction d'intervenir au nom de la morale et de la justice, les pays membres de l'Alliance se sont retrouvés pris dans une guerre médiatique, tiraillés entre le devoir d'informer le public et la tentation d'une communication guerrière, destinée à s'assurer l'adhésion de l'opinion publique et à faire pression sur Belgrade.

Dans ses relations avec les médias – notamment lors des points de presse au siège de l'OTAN à Bruxelles, seul endroit où était quotidiennement distribuée l'information relative au déroulement de la guerre aérienne – l'Alliance Atlantique a manifestement pris quelque liberté avec les faits et donc avec la vérité. La question qui se pose est dès lors celle de savoir s'il s'est agi de maladresses de la part de l'Alliance – qui reconnaîtra a posteriori ne pas posséder les mécanismes, les moyens et l'expérience indispensables à une campagne d'information en temps de guerre – ou bien d'actes délibérés de désinformation. Question

²⁴ Afin d'avoir un aperçu plus précis et plus exhaustif de la façon dont le principal outil de propagande du régime a réinterprété les faits, on pourra utilement se reporter à la chronique « Vu à la télévision serbe » tenue par le journaliste du *Monde* Hector Forest à partir du début avril jusqu'à l'annonce du plan de paix en juin suivant.

²⁵ Sur la question de la légitimité de l'intervention de l'Alliance au regard du droit international, voir l'analyse de Maurice Zavarro, « L'illusion de l'évidence », in *Justice*, n°160, juin 1999, pp.11-16.

corollaire : les journalistes se sont-ils montrés dupes de ce que l'organisation de défense de la liberté de la presse *Reporters sans frontières* qualifie de « bavures médiatiques »²⁶ ?

Premier grief fait à la communication de l'Alliance, l'absence de vérification sérieuse, par ses services, des informations qu'elle transmet à la presse internationale. C'est ainsi que dès le 29 mars est annoncée, de Bruxelles, l'exécution par les forces serbes d'un proche conseiller d'Ibrahim Rugova, Fehmi Agani, ainsi que cinq autres intellectuels de la communauté albanophone, dont le rédacteur en chef du quotidien *Koha Ditore*. L'information, que le Général britannique David Wilby affirme tenir d'une source fiable de l'intérieur du Kosovo, se révèle une rumeur infondée, colportée par le Centre d'information du Kosovo basé à Londres : alors que la presse internationale fait les gros titres sur l'exécution annoncée, on apprend quelques jours plus tard que les intéressés sont sains et saufs... Fehmi Agani sera bel et bien assassiné, mais trois semaines plus tard, en fuyant le Kosovo. Reste que le fait d'officialiser cette rumeur a, à n'en pas douter, permis d'influencer l'opinion publique à un moment où celle-ci restait sceptique quant à la réelle efficacité des frappes aériennes²⁷. Une bourde similaire était commise peu après, l'annonce qu'Ibrahim Rugova avait été blessé, et que l'on était sans nouvelles sur son sort, allait être démentie par la diffusion, par la *RTS*, d'une rencontre de ce dernier avec Slobodan Milosevic à Belgrade – le maître *es* propagande ridiculisant à bon compte une communication on ne peut plus brouillonne²⁸...

Second grief adressé à l'Alliance, son incapacité à confirmer ou à infirmer certaines informations sur ses propres opérations aériennes, comme le bombardement, le 30 mai, d'un convoi de journalistes – dont quatre seront blessés, en plus du chauffeur tué – pour lequel, après vérification, elle affirme n'avoir aucune indication sur cet incident...

²⁶ Les bavures médiatiques de l'OTAN, Reporters sans frontières, juin 1999.

²⁷ Signalons que dans son rapport, Les bavures médiatiques de l'OTAN, Reporters sans frontières y voit un fait exprès plutôt qu'une erreur à proprement parler. Op.cit.

²⁸ Sur les failles de la communication de l'OTAN, voir Luc Rosenzweig, « L'OTAN a perdu la guerre des mots et des images », in Le Monde, 31 mars 1999. Voir aussi Vanessa Schneider, « Au siège de l'OTAN, cafouillages en direct. Depuis le 24 mars, porte-parole civils et militaires propagent des rumeurs », in Libération, 8 avril 1999, p.4.

La critique la plus vive adressée à l'OTAN va concerner les contradictions et les mensonges accompagnant les explications qu'elle fournit à la suite du bombardement, le 14 avril, d'un convoi de réfugiés albanais, qui se solde par plusieurs dizaines de morts. Ce jour là, ce sont en fait deux convois de réfugiés qui sont pris pour cible dans la région de Djakovica (sud-ouest du Kosovo) : première réaction, celle du ministre allemand de la Défense, Rudolf Sharping, qui attribue immédiatement ce bombardement aux serbes. Le 15 avril, depuis Bruxelles, l'OTAN n'admet avoir bombardé, par erreur, qu'un seul véhicule civil dans un convoi près duquel auraient gravité des véhicules de la police ou de l'armée serbes. Sur place, des journalistes, dont Paul Watson, du *Los Angeles Times*, confirment la bavure et affirment que ce sont non pas un mais deux convois de réfugiés, l'un au Nord, l'autre au Sud, qui ont été bombardés – des victimes précisant même que les avions avaient effectué plusieurs passages... Le lendemain, l'OTAN n'admet la présence de pertes civiles que dans un seul cas avant de changer complètement sa version des faits le 19 avril, reconnaissant avoir bien pris pour cible deux convois, une douzaine d'avions ayant largué un total de neuf bombes ! Le même jour, comme pour se dédouaner, était rendu public l'enregistrement des paroles de l'un des pilotes auteur du bombardement sur le premier convoi affirmant que les véhicules visés étaient de type militaire : le 21 avril, à la suite de l'enquête du quotidien britannique *The Express*, l'OTAN était obligée de reconnaître que la bande-son diffusée le 19 était étrangère à l'affaire des bombardements du 14 avril...

En plus d'avoir parfois masqué ses responsabilités et d'avoir diffusé de fausses informations, l'Alliance se livrera aussi à la rétention d'informations : deux semaines après le début des frappes aériennes, par exemple, les porte-parole de Bruxelles n'avaient « toujours pas fourni d'indications précises sur l'évaluation des dommages de guerre »²⁹.

Aux bévues d'une information retenue, mal maîtrisée et parfois inexacte, on doit ajouter les dérives propagandistes des porte-parole de l'OTAN et de certains ministres de pays qui en

²⁹ Jean-Dominique Merchet, « Muette comme une bombe », in Libération, 9 avril 1999, p.5.

sont membres. A cet égard, le recours à un vocabulaire de diabolisation de la partie adverse – le régime Milosevic étant tour à tour comparé à celui de Hitler ou de Pol Pot, le maître de Belgrade étant quant à lui affublé des sobriquets de « boucher » ou encore de « voyou diabolique » - constitue une dérive condamnable. De même, « le flottement sémantique qui règne sur la désignation des exactions en cours sur les populations civiles de la province »³⁰ ou les comparaisons historiques établies participent d'une propagande que l'on s'attendait a priori à ne pas rencontrer chez une coalition de démocraties intervenant au nom de la morale et de la justice. Les déclarations péremptoires, à l'emporte-pièce, pour désigner les horreurs perpétrées au Kosovo - en lieu et place de mots consciencieusement soupesés, correspondant à des réalités précises – seront en effet trop fréquentes pour ne pas être assimilées à de la propagande. Les plus enclins à réaliser de tels écarts seront les britanniques, le Premier Ministre Tony Blair utilisant systématiquement le terme de « génocide » quand son Secrétaire au Foreign Office parlait de « solution finale » au Kosovo. Ces mêmes responsables politiques feront pression sur le correspondant de la *BBC* à Belgrade, John Simpson, l'accusant de pro-serbisme, notamment pour avoir affirmé que les frappes avaient eu pour effet de refaire l'unité du peuple serbe autour de son Président³¹ ...

Ces quelques rappels effectués – qui démontrent que toute partie à un conflit, quand bien même elle agirait au nom de la morale et de la justice, tend à verser naturellement dans la propagande – il reste maintenant à rendre compte de la façon dont les journalistes ont fait face à cette situation et de quelle marge de manœuvre ils ont disposé. L'honnêteté commande de remarquer que, dans l'ensemble, les journalistes appartenant à des médias occidentaux ont traité de manière relativement équilibré tous les aspects du conflit. Dès les premiers jours des frappes et tout au long de la campagne aérienne, la presse est en première ligne pour critiquer

³⁰ Luc Rosenzweig, *op.cit.*

³¹ Cf François Sergent, « La BBC dans le collimateur de Blair », in *Libération*, 20 avril 1999, p.5 et Patrice Claude, « Kosovo : les médias britanniques accusés par le gouvernement », in *Le Monde*, 13 juillet 1999.

les erreurs et les contradictions du service de communication de l'OTAN, contribuant souvent, comme on l'a vu, à faire apparaître la vérité ; elle couvre dans des conditions difficiles le drame vécu par les réfugiés Kosovars (à défaut de pouvoir véritablement continuer à rendre compte, comme en 1998, des exactions perpétrées contre les populations restées dans la province)³² ; elle rapporte également, au risque d'être accusée de faire le jeu de la propagande serbe, l'angoisse vécue des habitants de Belgrade, Novi-sad ou de Nis sous les bombes... Les dérapages de la communication de l'Alliance ont renforcé le scepticisme de journalistes occidentaux encore échaudés par l'expérience de la Guerre du Golfe en 1991. Cette attitude de prudence va conduire les médias à rappeler fréquemment au public les conditions de travail, difficiles, de leurs reporters présents dans la région, à prendre le temps, quitte pour cela à retarder la publication ou la diffusion d'un reportage, de recouper une information et à identifier son origine et sa source³³, à employer systématiquement le conditionnel dans le commentaire des faits.

Qui plus est, comme le souligne à juste titre Jean-Paul Marthoz³⁴, et contrairement à ce qui s'était passé en 1991, le « parti-pris éditorial » n'est plus de mise ou du moins les choix politiques des médias et leur couverture journalistique sont-ils plus distincts désormais. Autre constat encourageant à porter au crédit de certains médias : la multiplication des débats autour de la légitimité de l'intervention de l'OTAN, au sein de journaux favorables à celle-ci dans le principe. Si l'on se borne à considérer le cas de la France, on ne peut que rendre hommage au *Monde*, et dans une moindre mesure à *Libération*, pour les dizaines et les dizaines de

³² On notera à cet égard le contraste important existant avec le traitement que font les médias des Etats orthodoxes de la guerre au Kosovo : à de rares exceptions près les exactions serbes au Kosovo sont occultées, l'exode de milliers de réfugiés est passé sous silence, seule est condamnée l'OTAN pour ses frappes aériennes et sa propagande... Voir François Bonnet, « Les médias russes discrets sur le drame du Kosovo », in *Le Monde*, 9 avril 1999, Mirel Bran, « Solidarité orthodoxe en Roumanie », in *Le Monde*, 14 avril 1999 et Didier Kunz, « L'OTAN, bête noire de la presse grecque », in *Le Monde*, 7 mai 1999.

³³ Sur ce rejet de l'information-spectacle, voir Guy Dutheil, « Les chaînes françaises ont tiré les leçons de la Guerre du Golfe », in *Le Monde*, 8 avril 1999 et « Prudence sur les télévisions françaises – Les leçons du Golfe », in *Télérama*, 14 avril 1999.

³⁴ *Op.cit.*, p.139.

contributions exprimant les points de vue les plus divers, qui ont permis d'éclairer l'opinion publique sur la complexité de cette nouvelle crise balkanique.

Cette prudence nécessaire, ce scepticisme de rigueur s'accompagneront néanmoins, dans certains milieux journalistiques, intellectuels et politiques, d'un effet paradoxal : poussée à outrance, cette attitude conduira chez eux à sous-estimer la tragédie vécue par les populations du Kosovo, avec le risque inhérent de questionner la réalité des crimes qui y ont été commis. Il s'est en effet trouvé quelques personnes pour crier à la désinformation de la part des journalistes occidentaux, accusés d'être à l'origine d'une énorme bulle médiatique autour du Kosovo, les exactions commises devant selon eux être relativisées au regard de l'absence de preuves formelles ou encore de l'exagération des chiffres avancés concernant les victimes de massacres, le nombre de disparus ou encore le nombre de corps retrouvés dans telle ou telle fosse commune. Cette incertitude portant sur l'ampleur des crimes dont se sont rendus coupables les forces serbes au Kosovo a pour origine directe le huis clos médiatique qui entoure la province depuis la fin mars 1999, situation idéale pour la propagation de toutes sortes de rumeurs difficilement vérifiables dans de telles conditions . Cet aspect objectif des limites du travail du journaliste dans un contexte de guerre ne nous semble pas avoir été pris en considération par certains critiques de la couverture médiatique de la guerre au Kosovo. Le dossier réalisé par Serge Halimi et Dominique Vidal dans *Le Monde Diplomatique* est à cet égard instructif³⁵. Si, sur le fond, les auteurs ont raison de dénoncer l'utilisation du terme de « génocide » - galvaudé par certains responsables et commentateurs politiques ou encore par quelques intellectuels habitués des médias – la réalité de la politique d'épuration ethnique menée par Milosevic au Kosovo depuis 1989 reste quant à elle bien établie. L'intitulé du dossier « Médias et désinformation » laisse à penser que les journalistes ont porté cette qualification de génocide, l'ont validé, quand ils se sont en fait contenté de rendre compte des

³⁵ « Leçons d'une guerre : Médias et désinformation », in *Le Monde Diplomatique*, mars 2000, pp.12-13.

déclarations de responsables politiques en charge de la question, ou de publier le point de vue d'intellectuels, fussent-ils assimilables à de la propagande. Les faits bruts rapportés par les journalistes, dans un contexte d'enquête rendu très difficile, peuvent certes se révéler incomplets et/ou partiellement inexacts, comme c'est le cas de certains chiffres sur le nombre de tués, mais ils ne remettent pas en cause la réalité de l'épuration ethnique en cours au Kosovo depuis dix ans. On peut bien sûr ergoter sur le nombre de chiffres à aligner pour comptabiliser le nombre de tués, mais cela ne doit pas conduire à occulter l'information importante : la réalité de la poursuite de l'épuration ethnique³⁶. Le contexte dans lequel intervient cette crise, qui peut expliquer que certains journalistes aient pu prendre pour argent comptant des rumeurs sur l'ampleur de certains crimes, ne nous semble pas non plus avoir été suffisamment pris en compte par certains critiques. Les exactions commises par les Serbes dans la province interviennent après celles perpétrées par ces derniers en Bosnie notamment – où la « folle » rumeur de Srebrenica, faisant état de milliers d'hommes assassinés parce qu'ils étaient musulmans, allait se révéler exacte – et sont orchestrées par le même commanditaire, Slobodan Milosevic. Si le contexte d'alors ne doit pas tenir lieu d'excuse, il doit néanmoins être considéré comme un élément explicatif du crédit accordé a priori à certaines rumeurs. On touche ici à l'extrême difficulté de l'exercice du métier de journaliste dans un contexte de guerre, travailler l'actualité en amont, à chaud, c'est en effet toujours courir le risque de se tromper, indépendamment de la rigueur et du sérieux du travail effectué³⁷. Car, et c'est là encore un oubli chez certains critiques, l'information c'est la volonté de rapporter, de rendre compte en temps réel. Imaginer le contraire, c'est faire abstraction, c'est dénier aux médias

³⁶ Un lecteur du Monde Diplomatique illustre très bien ce glissement qu'il reproche aux auteurs du dossier : « il est évident que l'information et propagande voisinent allègrement et se mélangent facilement en temps de guerre. Mais 10 individus « seulement », tués en raison de leur appartenance ethnique, nationale et religieuse, c'est déjà trop (...), si les cadavres albanais n'étaient que 2018, soit un cinquième de ce que le Foreign Office annonçait en juin, ils ont bel et bien [été tués] pour leur identité ethnique (...) »... In *Le Monde Diplomatique*, avril 2000, p.2.

³⁷ Dilemme que résume à sa manière le lecteur du *Monde Diplomatique* précédemment cité : « La réalité est exigeante : aurait-il fallu attendre que l'élimination ait eu lieu pour vérifier si les faits étaient conformes au dictionnaire (...) ? » *Op.cit.*

leur fonction d'alerte de l'opinion que, jusqu'à preuve du contraire, ils sont encore les mieux à même de remplir.

D'autres critiques ont glissé de cette discussion sur la qualification et l'ampleur des exactions commises au questionnement sur la réalité et/ou sur la véracité de certains faits, aboutissant in fine à une contre-propagande, à réviser l'histoire du Kosovo de ces dix dernières années. Ce reproche est notamment adressé à Elisabeth Lévy, collaboratrice de l'hebdomadaire *Marianne*, par trois universitaires, Alain Brossat, Muhamedin Kullashi et Jean-Yves Potel³⁸, pour l'analyse qu'elle fait de la manière dont l'événement « la guerre » a été couvert par la presse et les médias³⁹. A trop exiger la preuve formelle, le déroulement précis des exactions, l'impartialité totale des témoins, on en vient à transformer la victime en suspect et à rendre impossible la qualification des événements et des situations vécues par les Kosovars déplacés ou réfugiés. C'est cette approche, qui conduit Elisabeth Lévy au constat que « la seule chose que l'on sait, c'est qu'on ne sait pas », que dénoncent ces universitaires, qui y voient une démarche révisionniste. « Comme tous les révisionnismes », affirment-ils, « celui-ci ergote sans fin sur la réalité du crime au nom de la labilité du témoignage, ergote odieusement sur le nombre de victimes et les circonstances de leur mort, tout à son souci intime de rendre indétectable la marque du crime totalitaire : son caractère prémédité, planifié, la désignation d'un ennemi objectif comme coupable par position et corps indésirables – sans oublier son acharnement à brouiller les pistes et effacer les traces »...

Ne pas prendre en compte les conditions objectives du travail de collecte et de traitement de l'information dans un contexte de guerre, ignorer l'exigence faite aux professionnels de rapporter en temps réel, et donc d'accepter les risques toujours présents de désinformation ou d'inexactitude, c'est malheureusement se cantonner dans la position

³⁸ « Un voile révisionniste jeté sur le Kosovo », in *Le Monde*, 3 mai 2000, p.18.

³⁹ Voir *Le Débat*, n°109.

confortable de celui qui dénonce les méfaits de ceux qui se risquent à raconter les faits. Le journalisme, dans ces conditions, aura-t-il encore du sens ?

(3 mai 2000)

Renaud de La Brosse
Maître de conférences
Université de Reims Champagne-Ardenne